

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—États-Unis, \$3.50.
Tout semestre commencé se paie en entier.
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. X.

No. 25.

Prix du numéro, 7 centins.—Annonces, la ligne, 10 centins.
Toute communication doit être affranchie.
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

JEUDI, 19 JUIN 1879

AVIS IMPORTANTS

L'Opinion Publique est publiée par la COMPAGNIE DE LITHOGRAPHIE BURLAND-DESBARATS, à ses bureaux, Nos. 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

Le prix d'abonnement pour ceux qui paient d'avance, ou dans le cours des trois premiers mois, est de TROIS PIASTRES par année pour le Canada et TROIS PIASTRES ET DEMIE pour les États-Unis; mais on exige de ceux qui ne se conforment pas à cette règle \$3.25 par année s'ils ne paient qu'au bout de six mois, et \$3.50 s'ils ne règlent qu'à la fin de l'année.

Les lettres d'abonnements ou traitant d'autres affaires doivent être adressées à G.-B. BURLAND, Gérant, ou : "Au Gérant de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Adresser les correspondances littéraires : "Au Rédacteur de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Lorsqu'on veut obtenir des exemplaires extra du journal, le prix de ces exemplaires, en estampilles ou autres valeurs, doit accompagner la demande.

Nos abonnés à Montréal sont priés de nous faire connaître toute irrégularité dans le service du journal.

SOMMAIRE

Notre prime.—Ça et là par L.-O. D.—Le marquis de Lorne et les Canadiens-français, par A. Gélinas.—La très-ancienne Amérique.—Réponse à notre dernière devinette.—Echos, par A. G.—Le prince impérial, par A. G.—Le fou, par Camille Debans.—Une horrible histoire.—Poésie : Le teneur de livres, par Ernest Repony.—Un drame sur la Seine, par F. du Boisgobey (suite).—Une exécution militaire, par P. Didier.—Nos gravures.—Le 24 mai à Londres.—Les échecs.—Le jeu de dames.—Prix du marché de détail de Montréal.

GRAVURES : Jeunes bohémiennes ; Le rouge-gorge ; Salon de 1879 : Choix de paysages.

NOTRE PRIME

Notre magnifique prime est maintenant prête à être livrée à ceux qui y ont droit. C'est une grande et belle gravure représentant le bonheur domestique, ou Monsieur, Madame et Bébé, comme disait Gustave Droz; sujet simple et vieux, mais toujours beau, surtout lorsqu'il inspire un véritable artiste.

C'est un tableau où le bonheur domestique apparaît sous des couleurs si charmantes, qu'il va opérer une véritable révolution parmi les malheureux qui n'ont pas eu le courage encore de contracter mariage. Les vieux garçons ne pourront pas le contempler sans prendre la résolution de laisser les froides régions du célibat où ils cherchent vainement le bonheur.

Que de gens, de filles surtout, intéressés à répandre cette gravure en augmentant le nombre de nos abonnés ! Vraiment, on devrait s'associer, s'organiser comme pour la colonisation ou la propagation de la foi, afin de faire pénétrer partout notre journal avec sa prime salutaire. Nos abonnés, dans tous les cas, s'empresseront de payer ce qu'ils doivent dans le but de satisfaire à un devoir et d'obtenir une si belle gravure, dont la vue domptera les maris les plus fougueux et calmera les femmes les plus acariâtres.

Auront droit à cette prime tous les abonnés actuels dont l'abonnement sera payé jusqu'au 1er janvier 1880, et les nouveaux abonnés qui paieront une année d'avance.

ÇA ET LÀ

On n'a pas encore mis la main sur les meurtriers de Querneville, malgré la récompense de \$2,500 offerte.

* *

M. Baillargé, l'habile architecte dont la réputation est faite depuis longtemps, a reçu les félicitations du gouverneur-général et de la princesse, pour le succès de la construction de la terrasse Dufferin.

* *

Une dépêche du correspondant du *Globe* à Londres a mis notre monde politique en émoi la semaine dernière. Elle annonçait que le gouvernement anglais refusait de sanctionner la démission de l'hon. M. Letellier.

* *

M. Faucher de Saint-Maurice fait remarquer avec justesse et patriotisme, que c'est au moment où le gouverneur-général fait, dans un si beau français, l'éloge de la langue française, que des fanatiques veulent au Manitoba la proscrire.

* *

M. David ayant fait une bonne partie de l'histoire de 1837, fera, pendant la vacance, celle des principaux événements et personnages de 1838. Il n'attend que quelques jours de loisir pour se mettre à l'œuvre. Avis à ceux qui s'intéressent à l'histoire émouvante de cette époque.

* *

La majorité du ministère Mowat d'Ontario est de 27 à 28. On dit que ce succès est dû en grande partie à l'intervention de M. Blake et aux discours de M. Fraser, membre de l'administration Mowat, chef des Irlandais catholiques et l'un des meilleurs orateurs et des hommes les plus capables de la province d'Ontario.

* *

Nos remerciements à M. Bienvenu pour l'envoi de sa brochure sur les finances de la province de Québec. M. Bienvenu, autrefois du *National*, est certainement l'un des journalistes les mieux renseignés de notre province sur toutes les questions politiques. Il a une mémoire remarquable qui lui permet de se rappeler tout ce qu'il veut.

* *

La réception faite à Québec au gouverneur-général et à la princesse a été digne de Québec, la ville la plus aimable et la plus française, sous le rapport de la politesse et des manières comme de l'origine, de toute l'Amérique. Il n'y a pas une ville où on sache aussi bien dire et faire les choses.

Nous avons fait l'éloge de la réponse faite par le marquis à l'adresse de la Corporation; nous devons ajouter que les adresses elle-mêmes, celle surtout de l'Université-Laval, étaient des modèles de style, d'élégance et de délicatesse. Vive Québec !

* *

Il y a Montréal une couple de Sociétés de colonisation qui se proposent de demander de l'aide au gouvernement local pour permettre à leurs membres d'aller s'établir sur les terres nouvelles. Comme ce sont de pauvres ouvriers qui n'ont rien,

les secours ordinaires ne suffiraient pas : il leur faut ce qu'ils demandent, un prêt, une certaine somme d'argent payable tant par année et remboursable à longue échéance. Le gouvernement devrait donner satisfaction aux désirs si raisonnables et patriotiques de ces braves gens, qui consentiront à donner toutes les garanties possibles. Leurs projets de colonisation, préparés avec beaucoup de soin, méritent certainement qu'on en fasse l'épreuve.

* *

Les hon. MM. Macdonald, Tupper et Tilley se rendent en Angleterre, ces jours-ci, pour engager le gouvernement impérial à aider le Canada à construire le chemin de fer du Pacifique. Oh ! si dès le commencement on avait laissé à l'Angleterre la construction de cette immense voie ferrée, qui sera peut-être utile aux petits-enfants de nos enfants, mais menace de ruiner leurs pères et leurs grands-pères ! Si on avait employé les millions que cette entreprise va nous coûter à construire les chemins de fer et à exécuter les grands travaux dont les vieilles provinces ont besoin ! Il est heureux qu'on reconnaisse enfin que le Canada a assez fait, et qu'il est temps que l'Angleterre vienne à notre secours. C'est un bon mouvement dans la bonne direction.

* *

L'*Événement* dit que la libéralité et l'esprit politique de M. Royal et de ses amis qui ont voulu forcer M. Norquay, le chef du ministère, à s'assurer l'appui de la majorité anglaise, ont été fort mal récompensés.

"La crise provoquée, dit-il, pour rendre justice aux Anglais, a tourné à l'exclusion des Français." M. Fabre espère qu'il y aura assez de libéralité et de bon sens chez la majorité anglaise et de sagesse chez la minorité française pour amener un arrangement, une transaction honorable. C'est un vœu que tous les amis de la paix et de la prospérité du pays doivent faire afin d'éviter les orages que le fanatisme religieux et national, réveillé sur les bords de la Rivière-Rouge, pourrait produire dans toutes les parties de la Confédération. Il viendra un temps où rien ne pourra détourner ces orages, mais il y a sagesse à retarder autant que possible cette époque funeste. La province de Québec ne pourrait, sans danger, supporter des querelles que pourtant elle se croirait obligée d'épouser.

* *

Messire Martineau, l'éloquent prédicateur de Notre-Dame, a fait, il y a quelques jours, un sermon rempli de conseils pratiques relativement à la crise financière que le pays traverse. Après avoir dit que le luxe et l'amour du plaisir étaient deux des principales causes de la détresse de nos villes, il a parlé de l'encombrement des professions libérales. Il a développé avec énergie une pensée que nous avons souvent exprimée, savoir : que le salut du pays était dans l'agriculture et la colonisation. Il a déploré la manie qui arrache aux travaux si féconds de la campagne des milliers de bras, tant de jeunes gens et de jeunes filles qui vont perdre dans les villes leur avenir, leur bonheur et souvent leur honneur. Tous ceux qui s'intéressent au bonheur de leurs compatriotes et à l'avenir de leur pays, ne peuvent faire trop

d'efforts pour pénétrer notre population de ces idées patriotiques et salutaires. Il y a sept ou huit ans, nous avons entrepris dans *L'Opinion Publique* une croisade contre l'engouement de notre population pour les professions libérales et pour les villes, et en faveur de l'établissement d'un système d'éducation qui nous rendit plus capables de faire notre chemin dans le commerce et l'industrie. Depuis cette époque, l'éducation commerciale et industrielle fait de grands progrès et beaucoup de bien, mais la crise actuelle démontre que le commerce, comme les professions, souffre de l'encombrement, que le nombre des marchands, des avocats, des notaires et des médecins est sans rapport avec les besoins et les ressources du pays.

* *

Lorsque nous pensons à l'argent dont nous avons besoin pour payer nos dettes et poursuivre le développement des ressources de la province de Québec, lorsque nous entendons dire qu'il n'y a pas d'argent pour la colonisation, par exemple, nous ne pouvons nous empêcher de nous demander comment il se fait que nos hommes publics aient consenti, lors de la Confédération, à jeter tous nos droits de douane dans le trésor ou le gouffre fédéral. Nous avons les deux principaux ports de mer, les deux plus importants entrepôts du commerce de l'Amérique du Nord, deux sources de revenu inépuisables qui devaient nous fournir tout l'argent nécessaire pour construire nos chemins de fer et promouvoir la colonisation de nos terres incultes. Nous nous sommes dépouillés de tout cela de la meilleure grâce du monde, et les millions dont nous aurions tant besoin aujourd'hui dans notre pauvre province, à peine capable de payer ses frais d'administration, servent à construire des chemins de fer gigantesques dans des contrées peuplées par les sauvages et les buffles.

Pourquoi n'avons-nous pas gardé nos droits de douane encore au moins vingt-cinq ans ?

Triste situation ! Avant longtemps la province de Québec qui, en 1840, payait la dette du Haut-Canada, et dont les revenus de douane ouvrent aujourd'hui les territoires du Nord-Ouest à une émigration destinée à noyer l'élément français, sera bientôt obligée d'aller mendier aux portes du parlement fédéral, de s'adresser aux représentants dédaigneux de toutes ces provinces qu'elle enrichit, pour obtenir des secours, le strict nécessaire !

* *

Nous avons souvent exprimé avec regret l'opinion que, dans notre pays, les luttes de partis absorbaient trop l'intelligence des hommes politiques au détriment de nos intérêts les plus précieux. Nous avons dit cela, par exemple, à propos de la colonisation et de l'administration de la justice, deux questions d'importance vitale qui recevraient promptement les solutions désirées, si on consacrait à leur avancement la moitié, la dixième partie même du zèle qu'on met dans des luttes aussi stériles que disgracieuses.

Nous sommes heureux de voir que le *Courrier de Montréal* développe cette pensée dans des articles remarquables, qui dénotent une plume exercée et un esprit mûri par l'expérience :

Dans la lutte des partis qui divisent la presse